

□ Assemblée générale Où en est l'UNEF?

Remy Grillault

Au moment où l'on parle partout de la « révolte des étudiants », de la nécessaire transformation de l'université, au moment où les mouvements étudiants se multiplient, deviennent de plus en plus violents, l'on est en droit de s'interroger sur l'avenir de ces luttes, leur développement, et sur la possibilité pour le mouvement étudiant, l'U.N.E.F., d'en prendre la direction.

Le renouveau des luttes

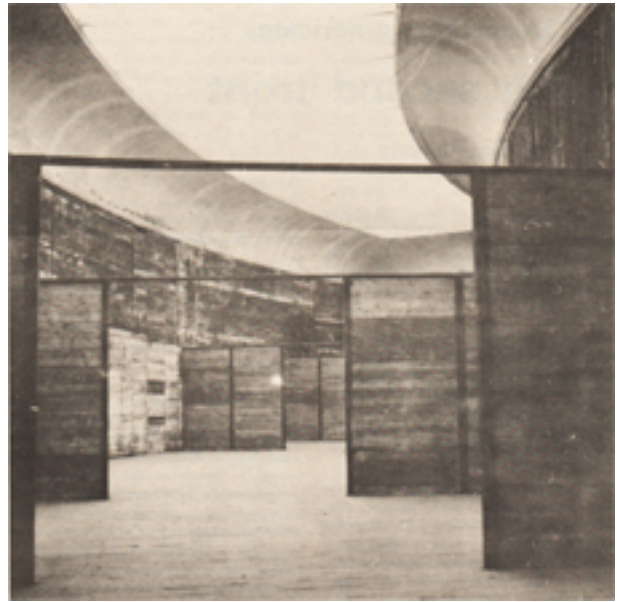
Il est indéniable, en effet, qu'en France comme partout en Europe, les mois qui viennent de s'écouler ont vu une recrudescence de l'agitation étudiante.

* Des mouvements isolés...

Le début de l'année universitaire a vu, un peu partout en France, l'éclosion de luttes revendicatives spontanées. Le manque de locaux ou de professeurs, la mise en place de la réforme Fouchet entraînant pour beaucoup d'étudiants une perte de temps liée à des équivalences défavorables, la perspective d'un avenir bouché, la menace de sélection et les nombreux échecs aux examens, le sentiment que l'on perd son temps à l'université, tous ces éléments en ont été à l'origine.

Le malaise a été perçu différemment et son expression a donné lieu à bien des variantes : à Nanterre, il a conduit à la création de comités paritaires étudiants-enseignants ; à la Sorbonne il a surtout porté sur le système d'équivalences ; ailleurs les conditions matérielles de la rentrée, désastreuses, ont été prégnantes ; ailleurs encore, c'est la réforme Fouchet, dans son ensemble, qui était contestée...

Les déclarations du ministre de l'Education nationale sur la sélection et l'accès en faculté, les prises de position des assemblées de faculté et des enseignants, ont bientôt unifié ces mouvements qui ont pris l'aspect de protestations généralisées et unanimes contre les projets de sélection. Les voyages ministériels ont été régulièrement ponctués de manifestations, d'ampleur inaccoutumée, marquant la désapprobation générale à l'égard de la politique gouvernementale : déjà le 9 novembre avait vu à Paris la réunion de 5.000 étudiants, chiffre qui n'avait pas été atteint depuis longtemps.



Voies universitaires...

Mais ces actions restaient isolées ; la tentative de les coordonner les 12 et 13 décembre 1967, fut un demi-échec, et un demi-succès. Succès parce que le mouvement étudiant réussissait enfin à retrouver la pratique d'actions nationales, parce que ce mouvement s'intégrait à la lutte revendicative des travailleurs contre les ordonnances. Mais échec aussi parce que la campagne d'action fut diversement suivie, et ses thèmes déviés parfois de leur signification. C'est pourquoi l'assemblée générale de l'U.N.E.F. décidait en janvier la poursuite d'actions certes nationales, mais propres à des secteurs déterminés.

* Aux actions généralisées.

Les explosions isolées devaient se poursuivre au cours du second trimestre comme à Nantes où les étudiants envahissent le rectorat, à Caen où les étudiants de sciences naturelles se mettent en grève... mais les décisions prises par l'U.N.E.F. devaient permettre le développement d'interventions beaucoup plus intéressantes.

Celle qui devait frapper le plus l'opinion publique eut lieu dans les campus et résidences universitaires : le 14 février, étudiantes et étudiants décidaient l'abolition du règlement intérieur des cités et établissaient de fait la libre circulation, organisaient discussions et réunions, manifestations... Toutes les cités, à de rares exceptions près, étaient entraînées dans le mouvement.

Beaucoup plus discrète mais combien plus importante pour l'avenir du mouvement étudiant fut la campagne nationale, au début de mars, menée dans les établissements de techniciens supérieurs et les instituts universitaires de technologie. Sur 16.000

étudiants techniciens, 13.000 font grève pour la prolongation de la scolarité et l'acquisition d'une formation théorique, la suppression du pouvoir des représentants patronaux, l'obtention d'une convention collective nationale interprofessionnelle ; plusieurs I.U.T. ont participé à cette action et l'on peut déjà dire que les tentatives gouvernementales de créer un syndicat jaune en I.U.T. sont vouées à l'échec.

Deux dates sont également à retenir : le 27 février, journée de solidarité au peuple vietnamien, où 7.000 étudiants manifestent à Paris et le 14 mars, journée nationale d'action à l'occasion de laquelle les étudiants manifestent devant les rectorats ou préfetures et à Paris, approchent du ministère de l'Education nationale.

La fin d'une crise

Le mouvement étudiant sort donc de sa crise. L'assemblée générale de l'U.N.E.F., le 17 mars 1968, décide une campagne nationale pour la fin du mois de mars : le refus de la sélection et de l'élimination, de l'instauration d'universités concurrentielles, le contrôle intersyndical sur les I.U.T., la mise en œuvre d'une politique d'expansion universitaire en sont les thèmes principaux. L'U.N.E.F. décide de ne dialoguer avec l'administration sur le règlement intérieur des cités que si l'état de fait instauré, depuis le 14 février, est maintenu et que si l'on accepte de discuter sur la base de l'ensemble de ses revendications ; elle entend également favoriser et aider l'expansion des mouvements lycéens.

L'U.N.E.F. a toujours été le cadre de débats agités ; cependant l'U.N.E.F. en était arrivée dans certains endroits à un point tel que la possibilité même des discussions était remise en cause : la pratique terroriste des militants du C.L.E.R., le culte de la violence qu'ils répandaient, l'utilisation de cette violence contre des militants, des responsables des syndicats, la constitution de commandos chargés d'expéditions punitives... entraînaient le sabotage des réunions syndicales et remettaient en cause la signification de l'intervention du syndicat. La dernière assemblée générale de l'U.N.E.F. non seulement a condamné à l'unanimité et publiquement ces pratiques mais surtout a lancé un appel à tous les étudiants pour qu'ils resserrent leurs rangs autour de l'U.N.E.F., pour qu'ils engagent dès maintenant un combat politique de telle sorte que le prochain congrès de l'U.N.E.F. voie le syndicat fortifié redevenir l'instrument de la lutte des étudiants.

En fait, le problème de l'U.N.E.F. ne sera pas réglé par des congrès ; l'élaboration d'une ligne politique claire, la formation de nombreux militants, l'accroissement de l'intervention syndicale sont bien plutôt les éléments qui détermineront l'avenir du mouvement étudiant.

Mais déjà le débat s'instaure ; la semaine prochaine s'engage une campagne nationale, dans tous les secteurs... et l'on pense aussi au troisième trimestre et à la rentrée. L'U.N.E.F., organisation de lutte, ce n'est peut-être pas si loin. □